



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté

Portant prescriptions complémentaires Société PROTAC Ouest P1 sur la commune de Lamballe-Armor

Le Préfet des Côtes-d'Armor

- Vu** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.181-14 et R.181-45 ;
- Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de M. François GUILLOTOU de KERÉVER, Préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté du 31 juillet 2025 portant délégation de signature à M. Georges SALAÜN, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 28 juin 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3700 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3700) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 26 décembre 2007 à la société PROTAC Ouest P1 pour l'exploitation d'un établissement spécialisé dans le traitement et le travail du bois, Zone Artisanale de Lanjouan – rue de la Saudraie, sur la commune de Lamballe-Armor ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires délivrés les 4 décembre 2018 et 7 octobre 2022 à la société PROTAC Ouest P1 modifiant les prescriptions applicables à son site situé Zone Artisanale de Lanjouan – rue de la Saudraie sur la commune de Lamballe-Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 septembre 2024 portant notamment sur la remise en conformité du réseau d'eaux pluviales et du respect des valeurs limites d'émission des paramètres de la surveillance des eaux pluviales ;
- Vu** le dossier en date du 5 juin 2023 décrivant le plan d'actions de gestion de la pollution des sols au cuivre constatée en 2021 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 7 juillet 2025 transmis à l'exploitant, établi suite à l'inspection du 29 avril 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 8 juillet 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu les observations présentées par l'exploitant sur ce projet en date du 25 juillet 2025 et des 8 et 22 août 2025 ;

Considérant la pollution accidentelle par produit de traitement de bois survenue sur le réseau d'eaux pluviales en mars 2021 ;

Considérant la présence de descentes d'eaux pluviales au niveau de la zone de traitement par autoclave ;

Considérant l'état dégradé constaté au niveau de ces descentes d'eaux pluviales lors des inspections du 29 mars 2022 et du 23 mai 2024 ;

Considérant les dépassements récurrents et fluctuants des paramètres de suivis des produits de traitement dans le rejet d'eaux pluviales EP1 depuis plusieurs années consécutives ;

Considérant les résultats suivants des analyses réalisées sur les eaux souterraines et pluviales le 24 mars 2025 :

- teneur en ammonium supérieure à la valeur de référence et en augmentation par rapport au 2 précédentes campagnes sur le piézomètre Pz2 (aval autoclave 2) ;
- teneur en cuivre en augmentation par rapport à la précédente campagne sur le piézomètre Pz2 ;
- teneur en ammonium en augmentation par rapport à la précédente campagne dans le rejet d'eaux pluviales EP1 ;
- présence d'ammonium dans le rejet d'eaux pluviales EP2 (zone de travail du bois) ;

Considérant les dépassements chroniques de certains paramètres depuis plusieurs campagnes de surveillance des rejets d'eaux pluviales, il convient de renforcer l'autosurveillance de ces rejets ;

Considérant que la surface totale du site de la société PROTAC Ouest P1 représente 18 000 m² ;

Considérant les estimations et les devis réalisés par l'exploitant pour gérer un confinement des rejets d'eaux pluviales de l'ensemble du site ;

Considérant les difficultés financières et techniques que ce confinement représenterait pour le site et les entreprises spécialisées ;

Considérant qu'afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et d'adapter l'autorisation environnementale ;

Considérant qu'en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, ces mesures complémentaires peuvent être prescrites par arrêté sans consultation de la commission départementale compétente (Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques) ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor :

ARRÊTE

Article 1 :

La société PROTAC Ouest P1, autorisée à exploiter un établissement de traitement, travail et stockage de bois situé Zone artisanale de Lanjouan – rue de la Saudraie sur la commune de Lamballe-Armor, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté.

Le présent arrêté est applicable spécifiquement à la situation de pollution chronique des eaux pluviales et souterraines par des produits de traitement du bois.

Article 2 : Mesures de sécurité

La société PROTAC Ouest P1 est tenue de terminer les mesures de sécurité suivantes avant toute reprise d'activité dans les zones concernées par ces travaux :

- Mise à l'écart des descentes d'eaux pluviales vis-à-vis des zones où sont entreposés ou manipulés les produits chimiques de traitement et des zones où du bois fraîchement traité est entreposé, ainsi que des eaux contaminées.

Article 3 : Renforcement de l'autosurveillance des rejets d'eaux pluviales

Une surveillance mensuelle des rejets d'eaux pluviales, complémentaire à la surveillance trimestrielle, est réalisée pour les paramètres suivants :

- DCO (1314)¹
- Cyperméthrine (1140), Tébuconazole (1694), Propiconazole (1257)
- Cuivre et ses composés (1392)
- Ammonium (1335)
- Acide borique (5919)

Cette surveillance complémentaire pourra être suspendue si et seulement si aucun dépassement n'est constaté **durant une période de 12 mois consécutifs**.

Tout nouveau dépassement entraînera la remise en place de cette surveillance complémentaire.

Article 4 : Porté à connaissance

L'exploitant devra déposer, **dans un délai de 3 mois suivant la notification de cet arrêté**, un dossier de porter à connaissance qui liste l'ensemble des investigations et des travaux réalisés permettant de garantir la conformité des rejets aqueux ainsi qu'un plan des réseaux détaillés mis à jour au format A0.

Article 5 : Identification des zones de traitement

Les zones de traitement, de manipulation des produits de traitement ainsi que les zones de stockages dédiées à l'égouttage des bois traités doivent être clairement identifiées par une signalétique visible et claire (panneaux, marquage...).

Toute utilisation ou manipulation de produits de traitement ou de bois non égouttés en dehors de ces zones est strictement interdite.

Article 6 : Réalisation de travaux d'amélioration des réseaux d'eaux pluviales et d'étanchéité de la zone de traitement par autoclave

L'exploitant réalisera l'ensemble des travaux listés dans son courrier du 8 août 2025 concernant ses réseaux d'eaux pluviales et ses zones de traitement par autoclave, **dans le respect des délais indiqués dans l'échéancier annexé à ce courrier**.

1 Code SANDRE

Article 7 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Lamballe-Armor et peut y être consultée ;
- 2° Une copie de l'arrêté est affichée à la mairie de Lamballe-Armor pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 8 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative, soit le Tribunal Administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au Préfet des Côtes-d'Armor – Préfecture des Côtes-d'Armor-1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;
- ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Direction générale de la prévention des risques – Grande Arche de la Défense Paroi Sud – 92055 La Défense Cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la

décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au Préfet et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 9 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la Société PROTAC Ouest P1 et transmise au maire de Lamballe-Armor.

Saint-Brieuc, le **25 AOUT 2025**

Pour le préfet et par délégation

Le Secrétaire Général



Georges SALAÜN